



10 mars 2019

Bernard AUBRY ¹

L'image de l'Union Européenne : loin des idées reçues

Les résultats de la dernière enquête Eurobaromètre (*enquête EB90 Standard*) de l'Union européenne auprès des citoyens des 28 pays qui composent actuellement l'Union, ont été récemment mis en ligne :

<http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2215> .

L'enquête a été effectuée sur le terrain des pays membres entre le 8 et le 22 novembre 2018. Les résultats sont d'autant plus intéressants à considérer qu'ils ne correspondent pas à l'idée que l'on se fait généralement de l'Europe en lisant les médias nationaux, prompts à flétrir les institutions européennes (la Commission Européenne étant un bouc émissaire facile). Toute enquête d'opinion peut être critiquée méthodologiquement, mais dans la mesure où celle-ci est réalisée selon des procédures inchangées depuis

¹ Bernard Aubry est membre de l'APR. Il a été chargé de mission à l'INSEE et a enseigné la statistique et les sondages à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) et au Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme (CUEJ) de Strasbourg.

plusieurs décennies, on ne peut pas ne pas prendre au sérieux les évolutions tendancielle mises en évidence concernant l'image de l'Europe auprès des citoyens selon les pays (voir Annexe 1).

Tout un chacun peut consulter les résultats détaillés de l'enquête : l'Eurobaromètre diffuse deux fois par an un document de synthèse d'une quinzaine de pages ainsi qu'un rapport détaillé de plus de 200 pages. C'est là une mine d'informations pour qui veut comprendre les structures de l'opinion à la veille des élections au Parlement européen qui se dérouleront le 26 mai prochain.

1. L'image de l'UE : une amélioration notable sur les dernières années

43 % des citoyens ont une image positive de l'Union européenne et le concept d'Europe fait sens pour eux.

La proportion des citoyens, tous pays confondus, affirmant spontanément qu'ils ont une image positive, ou très positive de l'Union européenne ne retrouve certes plus les niveaux atteints au temps où l'expérience suscitait une attente enthousiaste. Les séries historiques mises en ligne actuellement (elles débutent généralement en 2000, soit quatre ans avant l'entrée dans l'UE des pays anciennement situés au-delà du Rideau de fer, font apparaître un point haut pour l'année 2009, avec 48% d'opinions favorables. L'indicateur est tombé à 30% autour de l'année 2012 avant de rebondir une première fois en 2014, puis une seconde fois en 2017. En 6 ans, l'image de l'Europe a gagné 13 points. La proportion d'opinions négatives, actuellement de 20%, est en forte baisse (-9 points) tandis que la proportion des personnes sans avis (37%) baisse de 4 points. Ce dernier résultat est à rapprocher du taux d'abstention aux élections de 2014, à savoir 57,4%.

L'immigration, principale préoccupation des citoyens européens

Le rapport de synthèse met également en évidence les réponses aux questions sur les préoccupations des citoyens européens. On leur demande quels sont les problèmes majeurs (en citant les deux plus importants) en se plaçant sur trois niveaux :

- *L'Union européenne*
- *Le pays dont le répondant est ressortissant*
- *Le répondant lui-même*

Au regard de l'Union européenne, les sondés citent le plus souvent *l'immigration* (40% de citation, un pourcentage pratiquement inchangé depuis 2015). Cette préoccupation apparaît bien avant le terrorisme (20%), l'état des finances publiques (19%), la situation économique (18%) ou le changement climatique (16%). Au regard de son propre pays, le répondant type situe l'immigration seulement à 21% (à peu près au même niveau que la santé et le chômage). A titre personnel, c'est le pouvoir d'achat qui est cité le plus souvent (32%), très loin devant le chômage et l'immigration (6%). Voir Annexe 2.

Ces quelques chiffres montrent toute la complexité de l'analyse des représentations mentales. On peut caricaturer ces dernières en matière d'immigration en disant que les gens considèrent cette question comme un problème peu important pour leur vie quotidienne, important pour leur pays et prioritaire pour l'Europe ! On voit tout l'enjeu symbolique de la question. En tout cas les Européens se préoccupent de l'Europe, de ce qui la définit, de ce qui menace éventuellement sa culture ou son identité. Que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, la primauté donnée à la question migratoire montre en tout cas que les Européens se sentent concernés par le concept d'Europe.

A côté de cette évolution d'ensemble, l'Eurobaromètre permet une analyse de l'évolution de l'image de l'Europe dans les différents pays de l'Union au cours des dix dernières années. Les 28 pays ont été regroupés ci-dessous en 10 groupes (et autant de graphiques) selon des critères alliant la proximité géographique ou politique, l'impact migratoire, et des questions de lisibilité des graphiques. Il apparaît évident que les niveaux et les variations de l'indicateur sont largement conditionnés par des contextes propres à chaque pays, mais au-delà des cas particuliers, on constate la prééminence de certains phénomènes. Ainsi l'immigration joue sans aucun doute un rôle dans l'évolution de l'indicateur. L'arrivée massive de migrants illégaux et le malaise des autorités face à cet événement imprévu a suscité chez un grand nombre de citoyens une angoisse qui a contribué à l'émergence de mouvements « populistes » et nationalistes. Dans certains cas ce mouvement a amené au pouvoir des gouvernements remettant plus ou moins en cause les fondements philosophiques qui étaient ceux des Pères fondateurs de l'Europe. Cependant l'hostilité qu'affichent certains gouvernements en place à l'égard de « Bruxelles » n'impacte pas forcément l'attachement des citoyens à l'Union européenne, sans doute parce que, plus ou moins consciemment, chacun sait que son propre pays ne peut faire face, seul, aux grands bouleversements qui traversent la planète : mondialisation, migrations, climat, etc.

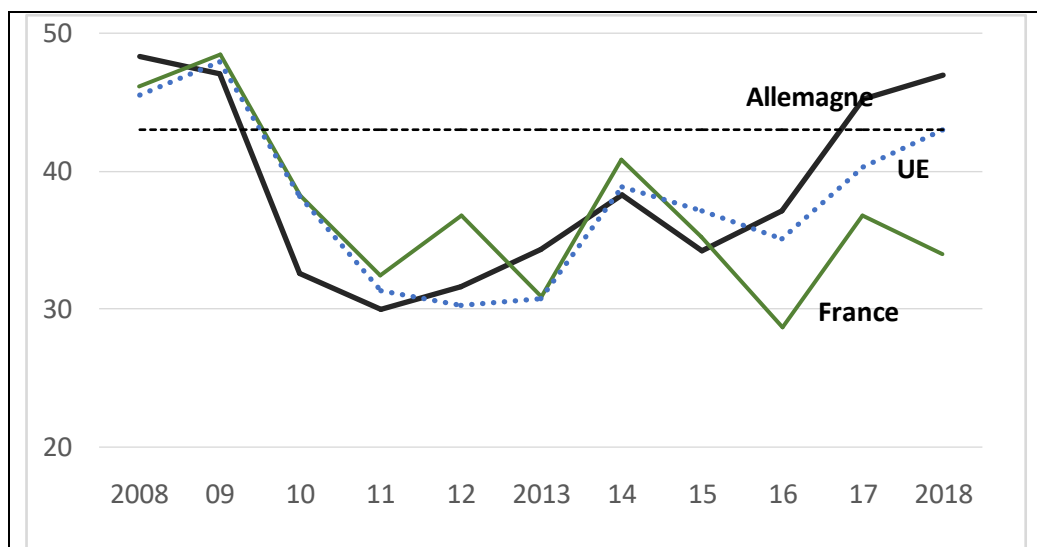
Les Français : une image plutôt brouillée de l'Union européenne

Un tiers seulement des Français (34%) disent avoir une bonne image de l'Union européenne. Depuis 2012, le pourcentage a même baissé de 3 points, chiffre à comparer à la moyenne européenne qui augmentait de + 13 points. La courbe française est manifestement indécise quand celle des Allemands, qui a longtemps évolué parallèlement, augmente d'une façon bien plus franche (+15 points depuis 2012).

G.0 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Union européenne (moyenne) - France - Allemagne



	UE	France	Allemagne
Participation élections (2014)	42,6%	42,4%	48,1%
Population (2018)	512,7 M	67,2 M	82,9 M
Fécondité (2017 - enfants par femme)	1,59	1,90	1,57
PIB (2017) par habitant- (UE=100)	100	117,2	135,6
Chômage (2018)	7,6 %	9,4%	3,8%
Demandeurs d'asile (2014-2017 pour 1000 hab)	7,6	4,8	20,0

L'avis des nationaux sur leurs médias : la presse française épinglée ?

A quoi attribuer ce déficit d'image dans la mesure où les différents gouvernements français ont toujours manifesté un réel attachement à l'Europe ? Faut-il voir là une conséquence d'un désintérêt des médias français par rapport à l'Europe ? L'enquête EB de l'automne 2013 soulignait déjà que les médias français étaient ceux qui donnaient non seulement le moins d'information sur l'Europe, mais ceux qui en parlaient de façon la plus négative (exception faite de la presse écrite anglaise, les fameux tabloïds). Les derniers résultats ont montré une légère amélioration, mais la France reste le plus souvent en queue de liste. L'opinion des citoyens sur l'Union européenne est peu ou prou façonnée par la fréquentation des médias de leur propre pays. (Annexe 3).

L'effet de l'immigration massive depuis 2015 : des situations contrastées

On sait que les premiers grands flux migratoires qui ont touché récemment l'Europe avaient surtout pour destination l'Allemagne, mais dans plusieurs pays, tels la Croatie et la Hongrie le transit des dizaines de milliers de migrants illégaux a créé un malaise dans l'opinion et chez les gouvernants. On a reproché alors à l'Europe l'absence de politique migratoire et son incapacité à imposer une solution qui aurait consisté à répartir les nouveaux arrivants selon des quotas. Pourtant, aujourd'hui, les citoyens des deux pays - la Suède et l'Allemagne - qui ont reçu le plus d'immigrés récents, non seulement ont amélioré une perception positive de l'Europe déjà élevée, mais de surcroît ces deux pays ne sont pas de ceux qui placent pas l'immigration parmi les préoccupations majeures pour l'Europe (respectivement 38 et 45% pour une moyenne européenne de 40% (voir Annexe 2). A l'inverse, les Estoniens (65% sont préoccupés par l'immigration) et les Tchèques (58%), qui n'ont pas ou peu d'immigrés, s'inquiètent de la simple perspective d'être amenés à en recevoir à l'avenir.

On peut aussi confronter l'évolution de l'image de l'Europe à la montée récente de mouvements populistes ou « illibéraux ». De toute évidence, cette image ne s'est guère améliorée chez les Italiens, alors que chez les Polonais et les Hongrois, elle est restée à un niveau élevé.

2. L'évolution de l'image de l'Union européenne sous forme de 10 graphiques

Au-dessous de chacun des graphiques (notés de G.1 à G.9), on trouvera quelques indicateurs permettant d'aider à l'interprétation des courbes, à savoir :

- la participation aux élections européennes de 2014 :
<http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>
- la population en 2018 (en millions d'habitants, chiffres Eurostat)
- le PIB par habitant en 2017 (base 100 pour l'ensemble de l'Europe des 28)
- l'indicateur conjoncturel de fécondité (nombre d'enfants par femme) en 2017
- le taux de chômage (2018)
- un indicateur reflétant l'intensité du mouvement migratoire à travers le nombre de demandes d'asile : il s'agit de la somme sur 4 ans (2014, 2015, 2016, 2017) rapportée à la population du pays. L'indicateur est exprimé pour mille habitants.

On retrouve ces indicateurs sous la forme d'un tableau synoptique en annexe 4. S'agissant du PIB, de l'indicateur de fécondité et du taux de chômage dont les variations dans le temps sont aussi intéressantes que leur niveau, on donne un indicateur d'évolution pour la période 2012-2017 (pour le PIB, variation relative) et pour les deux autres, simple différence. Source : base de données Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>.

Sur chaque graphique, la ligne horizontale en pointillé indique le niveau de l'opinion moyenne en Europe pour 2018 (43%).

Liste des pays (abréviations officielles) utilisée dans les annexes

<i>BE - Belgique</i>	<i>EL - Grèce</i>	<i>LT - Lituanie</i>	<i>PT - Portugal</i>
<i>BG - Bulgarie</i>	<i>ES - Espagne</i>	<i>LU - Luxembourg</i>	<i>RO - Roumanie</i>
<i>CZ -Tchéquie</i>	<i>FR - France</i>	<i>HU - Hongrie</i>	<i>SI - Slovénie</i>
<i>DK - Danemark</i>	<i>HR - Croatie</i>	<i>MT - Malte</i>	<i>SK - Slovaquie</i>
<i>DE - Allemagne</i>	<i>IT - Italie</i>	<i>NL – Pays-Bas</i>	<i>FI- Finlande</i>
<i>EE - Estonie</i>	<i>CY – Rép. de Chypre</i>	<i>AT - Autriche</i>	<i>SE - Suède</i>
<i>IE - Irlande</i>	<i>LV - Lettonie</i>	<i>PL - Pologne</i>	<i>UK- Royaume-Uni</i>

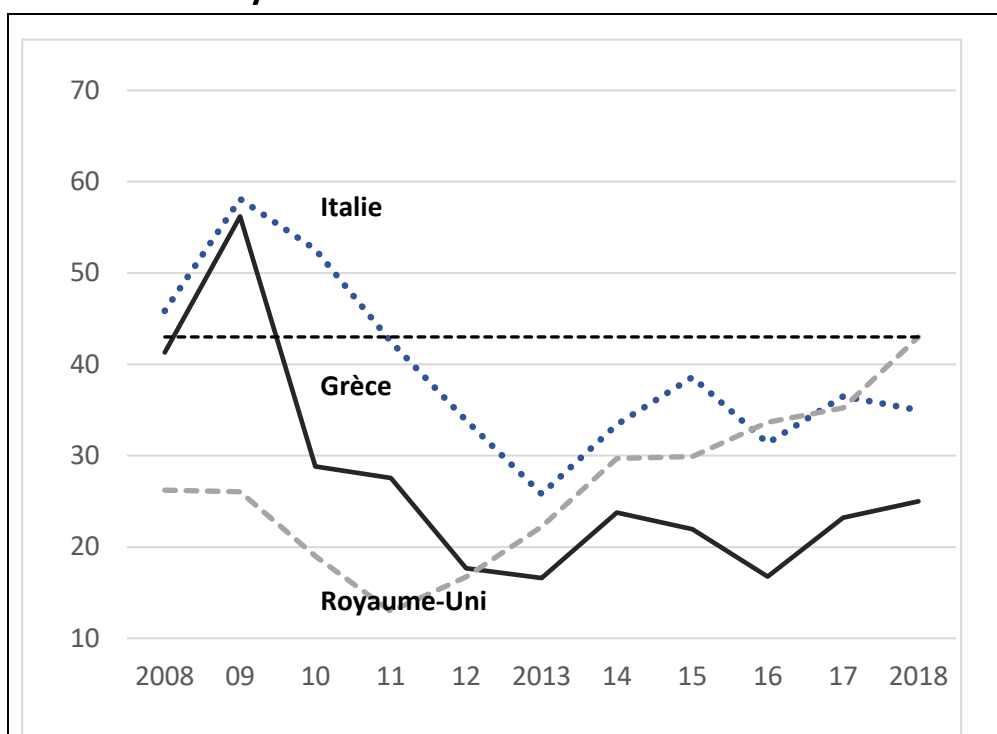
Trois pays en mal d'Europe : Royaume-Uni – Italie – Grèce

Le désir d'Europe est-il en train de renaître chez les Anglais? La cote de l'Europe aux yeux des Britanniques était tombée bien bas : 13% seulement d'avis favorables en 2011 ! Mais depuis ce point bas, l'indicateur s'est fortement amélioré : il a pris 21 points jusqu'à 2016 (l'année du Brexit) ; et 9 points encore depuis, rejoignant ainsi la moyenne européenne à 43% - et cela malgré l'effet négatif des médias (voir Annexe 3). Et si la courbe poursuivait sa marche au même rythme ?

G.1 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Royaume-Uni – Italie – Grèce



	Royaume-Uni	Italie	Grèce
Participation élections (2014)	35,6%	57,2%	59,9%
Population (2018)	66,2 M	60,5 M	10,7 M
Fécondité (enfants par femme)	1,74	1,32	1,35
PIB (2017) par habitant ((UE=100)	121,1	97,5	57,3
Chômage (2018)	4,4 %	11,2%	21,5%
Demandeurs d'asile (2014-2017 pour 1000 hab)	2,2	6,6	12,3

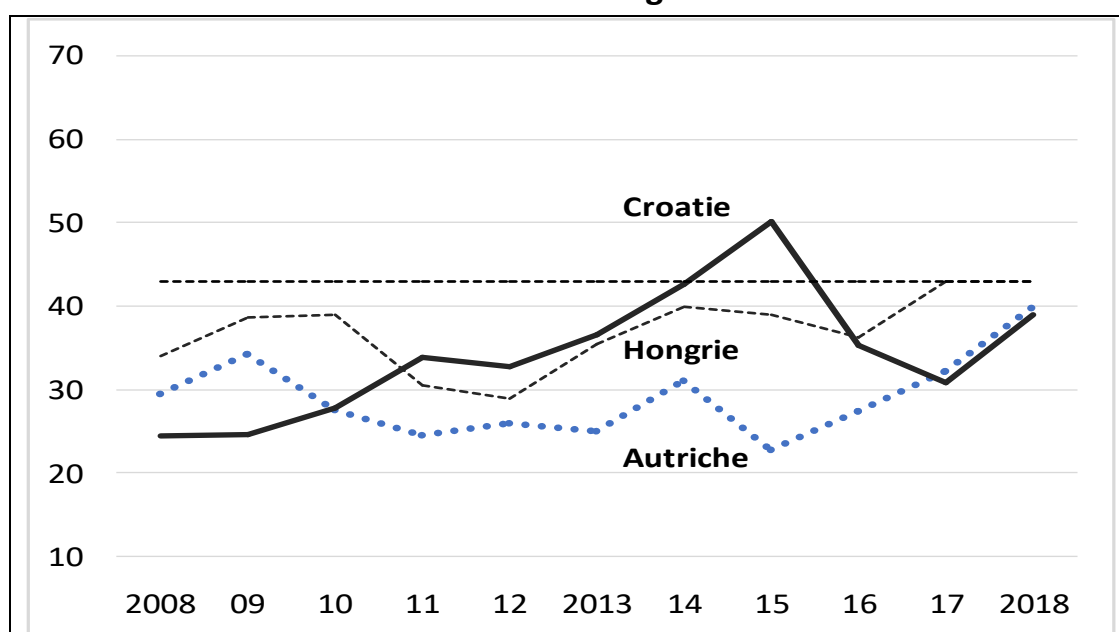
Sur la route de la migration : Autriche – Croatie – Hongrie

Ces trois pays, qui ont été confrontés dès 2014 au problème migratoire – la Croatie n’ayant cependant pas constitué un pays d’accueil - ont rejoint la moyenne pour ce qui concerne l’image de l’Union européenne. L’amélioration est très significative en Autriche, longtemps à la traîne. La Hongrie reste relativement europhile, à la différence de ses voisins Tchèques et Slovaques. La Croatie a connu un pic d’opinions favorables après son adhésion en 2013, puis un retour à la moyenne. Au bilan, en 2018, les trois courbes rejoignent la moyenne européenne.

G.2 - L’opinion des nationaux à l’égard de l’Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Autriche – Croatie - Hongrie



	Autriche	Croatie	Hongrie
Participation élections (2014)	45,3%	25,2%	28,9%
Population (2018)	8,8 M	4,1 M	9,8 M
Fécondité (enfants par femme)	1,52	1,42	1,54
PIB (2017) par habitant - (UE=100)	143,8	40,6	43,3
Chômage (2018)	5,5 %	11,2%	4,2%
Demandeurs d’asile (2014-2017, pour 1000 hab)	20,9	0,9	25,8

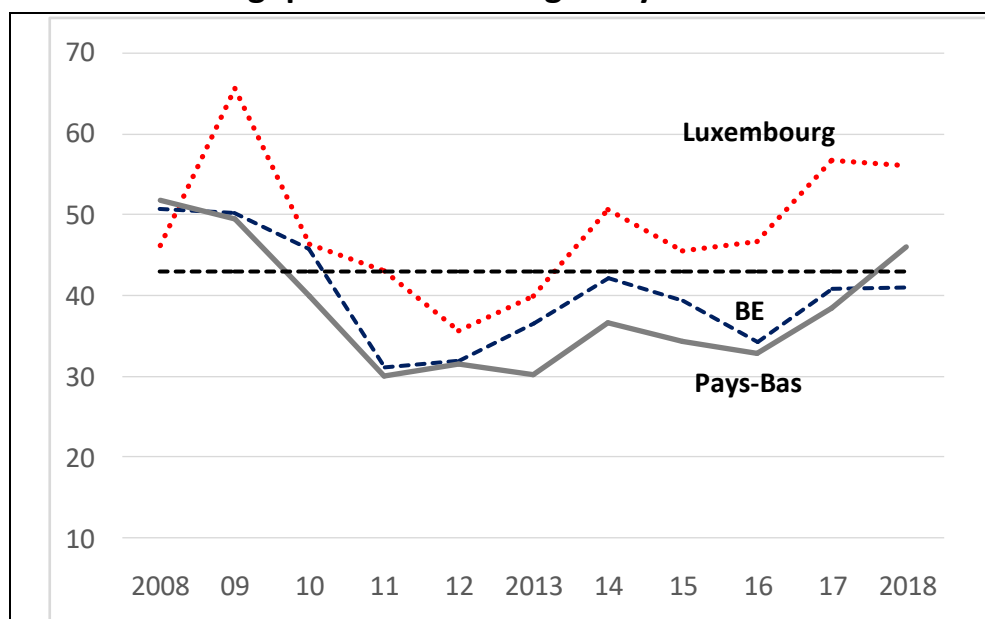
Le Bénélux : Belgique – Luxembourg -Pays-Bas

Il s'agit de trois des six pays fondateurs. Depuis une dizaine d'années les Néerlandais (qui ont rejeté le référendum de Maastricht) et les Belges étaient plus réservés que la moyenne des citoyens de l'UE. Ce n'est plus le cas à la fin de l'année 2018, la courbe néerlandaise faisant même un bon de 8 points. Quant aux Luxembourgeois, bénéficiant d'indicateurs économiques exceptionnels, ils se caractérisent par un indice de confiance dans l'Union très élevé (juste inférieur à celui des Irlandais).

G.3 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Belgique – Luxembourg – Pays-Bas



	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg
Participation élections (2014)	37,3%	89,6%	85,5%
Population (2018)	17,1 M	11,4 M	0,6 M
Fécondité (enfants par femme)	1,62	1,65	1,39
PIB (2017) par habitant (UE=100)	147,2	132,3	317,0
Chômage (2018)	4,9 %	7,1%	5,5%
Demandeurs d'asile (2014-2017, pour 1000 hab)	6,4	9,2	13,4

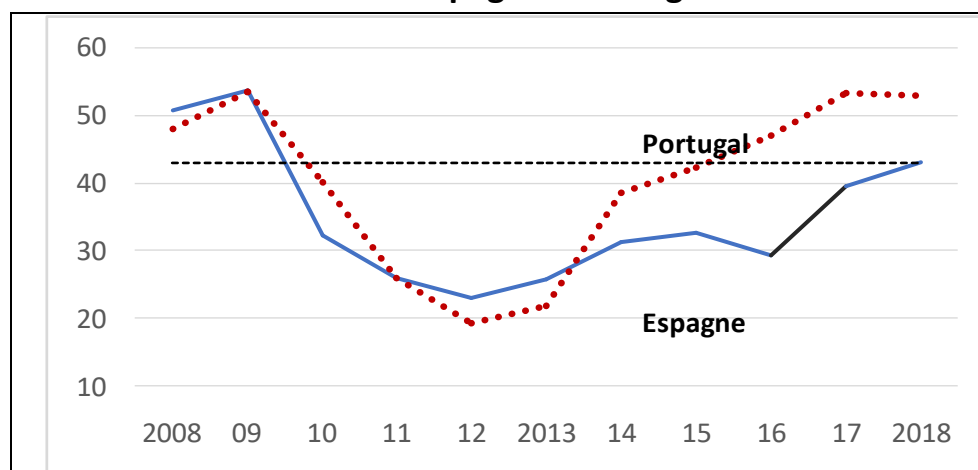
La péninsule ibérique : Espagne – Portugal

L'Espagne et le Portugal, très impactés par la crise de 2008, ont manifesté sur le moment une baisse de confiance à l'égard de l'UE. Les deux pays ont depuis fait des progrès remarquables, mais le chômage reste élevé au Portugal et surtout en Espagne. La fécondité est tombée à moins de 1,4 enfant par femme. Aucun des deux pays ne s'est trouvé concerné par une arrivée massive des migrants, du moins jusqu'à la fin 2017.

G.4 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Espagne – Portugal



	Espagne	Portugal
Participation élections (2014)	43,8%	33,6%
Population (2018)	46,7 M	10,3 M
Fécondité (enfants par femme)	1,31	1,38
PIB (2017) par habitant (UE=100)	85,70	64,7
Chômage (2018)	17,2 %	9,0%
Demandeurs d'asile (2014-2017 pour 1000 hab)	1,6	0,4

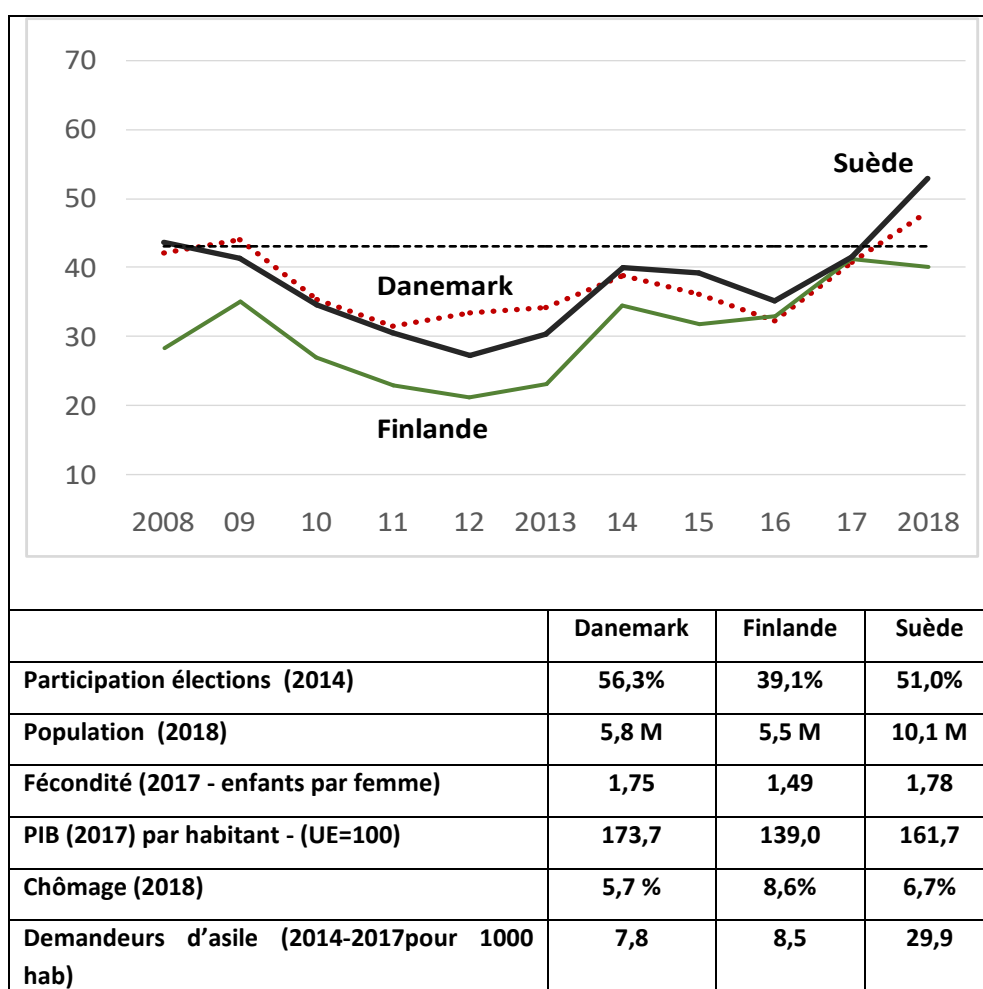
Les pays du Nord : Danemark – Finlande – Suède

Jusqu'en 2017, le Danemark et la Suède ont montré des niveaux d'appréciation globale de l'Union Européenne assez similaires, tant en niveau qu'en évolution. L'année 2018 confirme une amélioration, surtout sensible en Suède, avec un bond de 12 points, alors même que ce pays est celui qui a reçu le plus grand nombre de migrants en proportion de la population. A noter que le Danemark et la Suède figurent parmi les pays de l'Union qui enregistrent la fécondité la plus forte. De son côté, la Finlande, en prise avec des difficultés économiques, a toujours été en retrait en matière d'image, mais la courbe s'améliore sur le long terme.

G.5 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Danemark – Finlande – Suède



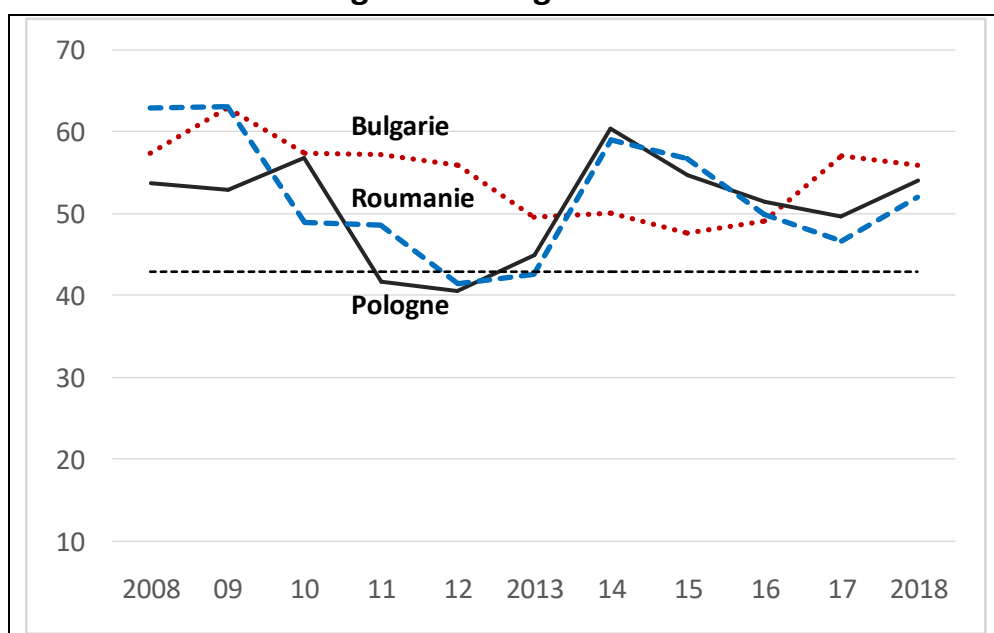
L'est européen : Bulgarie – Pologne – Roumanie

Curieusement, la Roumanie et la Pologne ont connu une évolution à la fois contrastée et parallèle qui n'a rien à voir avec celle de la Bulgarie. Au total, les habitants de ces trois pays sont nettement attachés à l'UE. Les réactions épidermiques du gouvernement polonais ne correspondent visiblement pas à la perception de la population, qui reste en moyenne très « européenne » en comparaison de beaucoup de pays de l'ouest du continent. Seule la Bulgarie a reçu un nombre significatif de migrants au cours des dernières années. A souligner également le retard au plan économique puisque, malgré le rattrapage, le PIB par habitant est le quart du niveau européen en Bulgarie et le tiers en Roumanie.

G.6 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Bulgarie – Pologne -Roumanie



	Bulgarie	Pologne	Roumanie
Participation élections (2014)	35,8%	23,8%	32,4%
Population -2018)	7,1 M	38,0 M	19,5 M
Fécondité (2017 -enfants par femme)	1,56	1,48	1,71
PIB (2017) par habitant- (UE=100)	25,0	41,6	32,7
Chômage (2018)	6,2 %	4,9%	4,9%
Demandeurs d'asile- (2014-2017pour 1000 hab)	7,7	1,0	0,5

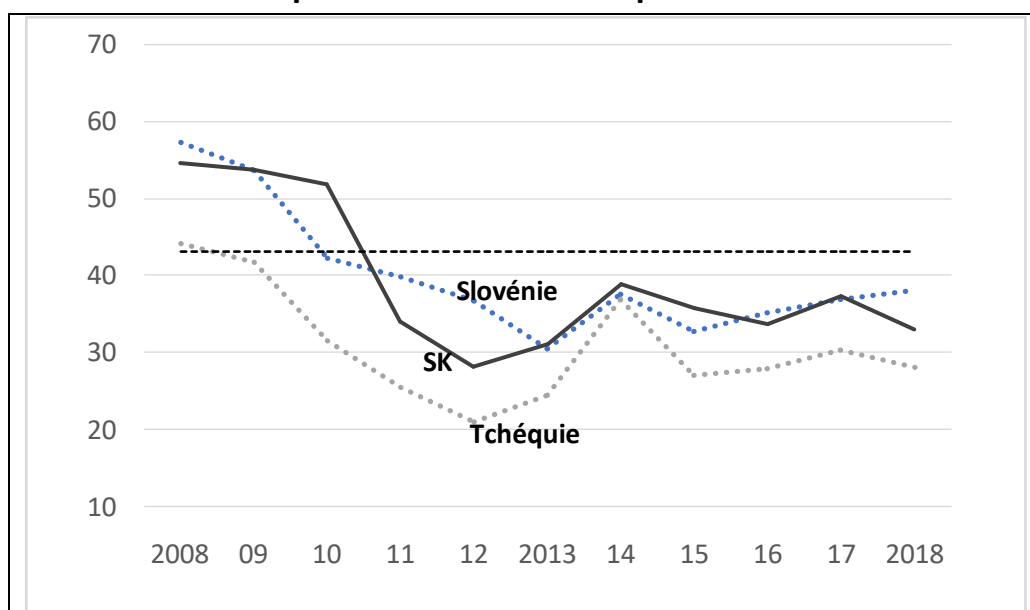
L'Europe centrale : Slovaquie - Slovénie - Tchéquie

Les Tchèques, les Slovaques et les Slovènes apparaissent moins satisfaits de l'UE que les pays voisins situés plus à l'Est. La très faible participation aux élections au Parlement de 2014 confirme ce détachement. Cette différence d'appréciation par rapport à l'Union européenne apparaît surprenante si l'on se réfère aux indicateurs économiques. Cependant s'il est vrai que ces trois pays bénéficient d'une réussite certaine en matière économique depuis leur adhésion, l'écart à la moyenne européenne à l'aune du PIB reste très forte.

G.7 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Slovaquie – Slovénie – Tchéquie



	Slovénie	Slovaquie	Tchéquie
Participation élections (2014)	24,5%	13,0%	18,2%
Population -2018)	2,1 M	5,4 M	10,6 M
Fécondité (enfants par femme)	1,62	1,52	1,69
PIB (2017) par habitant- (UE=100)	71,2	53,4	61,9
Chômage (2018)	6,6 %	8,1%	2,9%
Demandeurs d'asile (2014-2017pour 1000 hab)	1,7	0,2	0,5

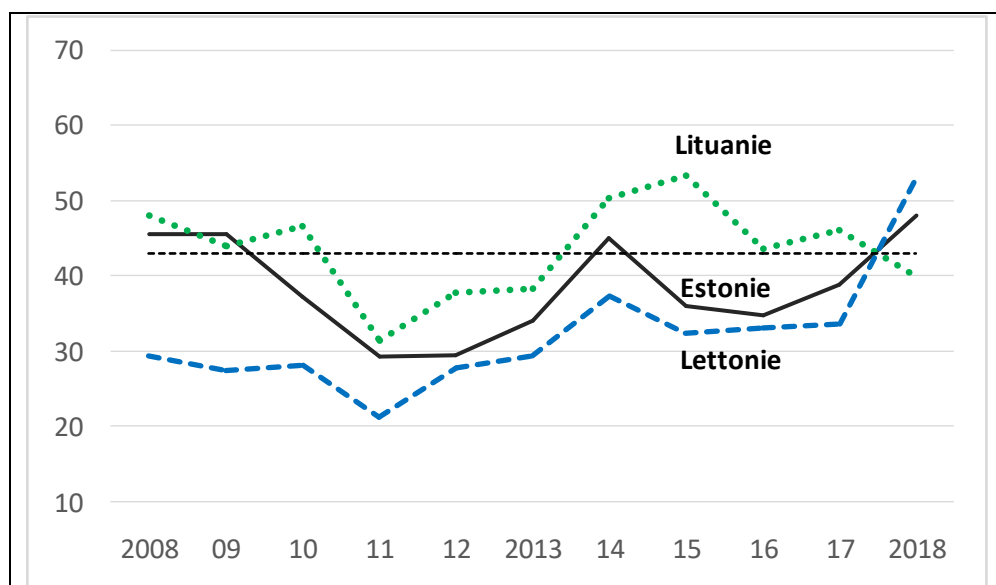
Les pays baltes : Estonie – Lettonie – Lituanie

Dans ces trois pays baltes, l'opinion sur l'Europe se situe actuellement dans une bonne moyenne. Les courbes ont pourtant évolué longtemps au-dessous des 40%, avec une hiérarchie pratiquement toujours la même : La Lituanie en premier, suivie de l'Estonie et de la Lettonie. Lors de la dernière enquête, l'ordre s'est inversé avec un fléchissement significatif chez les Litvaniens, cependant que Lettons manifestaient un très fort regain d'intérêt pour l'Union européenne :

G.8 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Estonie – Lettonie - Lituanie



	Estonie	Lettonie	Lituanie
Participation élections (2014)	36,5%	30,2%	47,3%
Population -2018)	1,3 M	1,9 M	2,8 M
Fécondité (2017 - enfants par femme)	1,59	1,69	1,63
PIB (2017) par habitant (UE=100)	61,4	47,7	51,1
Chômage (2018)	5,8 %	8,7%	7,1%
Demandeurs d'asile (2017-2017 pour 1000 hab)	0,6	0,7	0,6

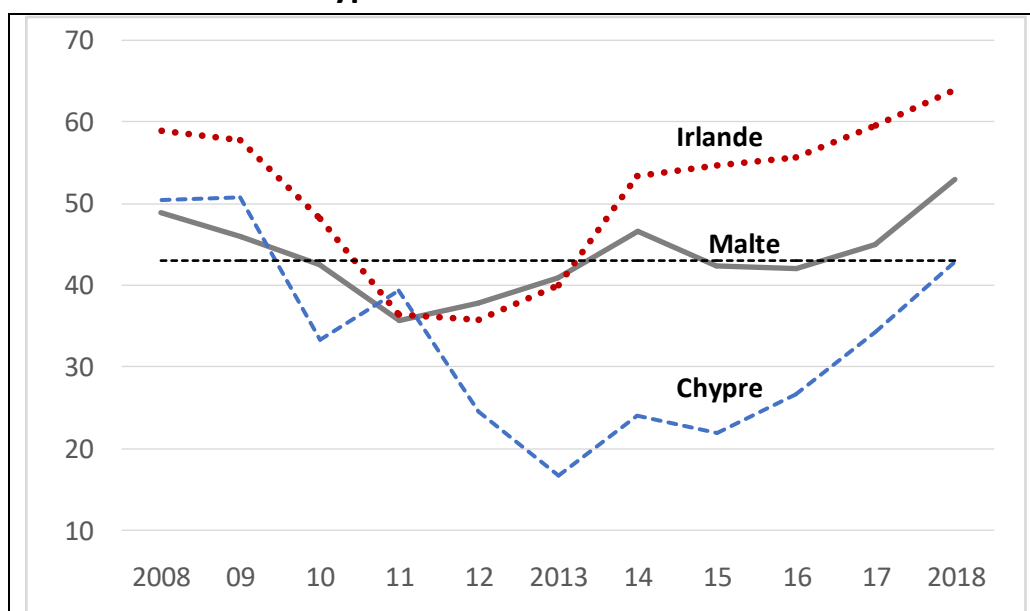
Les trois îles de l'Europe : Chypre – Irlande – Malte

L'Irlande a retrouvé, après la crise, un niveau de satisfaction qui la place au premier rang parmi les 28. De même, plus de la moitié des Maltais ont de l'UE une image positive. Quant aux Chypriotes, leur pourcentage est tombé en 4 ans de 51% à 17% (minimum enregistré en 2013), mais l'indicateur est en croissance significative, surtout depuis trois ans.

G.9 - L'opinion des nationaux à l'égard de l'Union européenne 2008-2018

EB90 : « une image favorable ou très favorable » (en %)

Chypre – Irlande – Malte



	Chypre	Irlande	Malte
Participation élections -(2014)	43,9%	52,4%	74,8%
Population (-2018)	0,9 M	4,8 M	0,5 M
Fécondité (2017 - enfants par femme)	1,32	1,77	1,26
PIB (2017) par habitant -(UE=100)	77,9	209,6	82,5
Chômage (2018)	11,1%	6,7%	4,0%
Demandeurs d'asile - (2014-2017 pour 1000 hab)	13,5	2,1	15,1

Conclusion :

L'émergence, enfin, d'une opinion publique européenne ?

De toute évidence, l'image de l'Union européenne s'est nettement améliorée depuis 2012. Sur la période 2012-2018, l'indicateur a progressé partout sauf en France où il a baissé de 3 points. Certes si l'on tient compte de la marge d'erreur et du caractère parfois erratique de l'opinion dû au contexte national lors de la période de réalisation de l'enquête, la baisse est à peine significative d'un point de vue statistique, mais elle est lourde de sens dans le contexte politique puisque les courbes française et italienne présentent des similitudes dans le caractère dégradé de l'image de l'Union européenne auprès de la population. Dans beaucoup d'autres pays que l'on juge généralement atteint par un syndrome nationaliste, la population se représente l'Europe sous un jour plutôt plus favorable.

L'Eurobaromètre a été créé en 1973 afin de donner aux citoyens le moyen de se regarder comme dans un miroir. Il semble bien qu'en France notamment, ce miroir, qui devrait faciliter l'expression des idées sur des bases sérieuses, n'est pas mis à la disposition des citoyens par les médias nationaux comme il se devrait. Le sentiment d'appartenance à la communauté européenne serait renforcé s'il pouvait s'appuyer sur des médias transnationaux, mais les barrières de la langue ne facilitent pas cette émergence. C'est pourquoi on ne peut guère parler encore d'une « opinion publique européenne ». Il reste à espérer que le choc créé par le Brexit et les migrations non contrôlées, et plus généralement la montée de divers « périls » communs, contribuera à forger, enfin, l'ébauche d'une « OPE ».

Remarques importantes

Rappelons que les résultats proviennent d'un sondage. Pour chaque enquête, ce sont environ 1000 personnes qui sont interrogées, de sorte que la marge d'erreur est estimée à un peu plus de 2 points autour de chaque résultat diffusé.

Il est normal de comparer des évolutions sur plusieurs années. Mais il faut savoir que les classements des pays doivent être analysés avec la plus grande prudence et ce, pour trois raisons :

- la marge d'erreur sur une différence de deux résultats aléatoires est augmentée (en gros, on passe de plus ou moins deux points à plus ou moins trois points)
- comme le montre la série des graphiques, chaque pays a une « histoire » différente. Ainsi si l'opinion a été presque partout affectée par la crise, celle-ci a diversement creusé les courbes et le point bas n'a pas été atteint à la même date, de sorte que le classement des pays (Annexe 1) aurait été différent

si l'on avait choisi l'année 2011 ou 2013 au lieu de l'année 2012. Les classements effectués sur des différences d'une date à une autre n'ont pas de valeur définitive au niveau d'un pays donné, mais quand ils sont reliés à un phénomène comme l'immigration (Annexe 1, variation de 2015 à 2018), leur apport à la connaissance et à la compréhension de l'opinion publique est évident.

- On rappelle enfin que le choix a été fait de suivre un indicateur, celui qui caractérise *l'image de l'UE*. D'autres questions portent sur l'*optimisme* ou sur la *confiance* dans l'UE et ses institutions, sur l'attitude à l'égard de la *mondialisation*, sur les questions *écologiques*. Elles pourraient être analysées sur longue période, à l'instar de ce que nous avons fait sur l'image de l'UE. Les médias comme les citoyens devraient s'approprier davantage les résultats des enquêtes de l'Eurobaromètre et, bien entendu, de celles des différents instituts privés d'opinion publique. Si ce qui se décide à « Bruxelles » nous échappe, ce qui se débat à « Strasbourg » reflète, ou du moins devrait refléter, l'expression de nos préoccupations.

Pour en savoir plus

On trouve sur le site de l'EB certaines informations sur la méthode de réalisation de l'enquête et sur la précision des résultats.

Voir aussi :

Salvatore Signorelli, *L'UE et les opinions publiques : je t'aime moi non plus* - Notre Europe, institut Jacques Delors – Etudes et rapports novembre 2012 <https://www.touteurope.eu/actualite/l-ue-et-les-opinions-publiques-une-etude-de-salvatore-signorelli-pour-notre-europe.html>

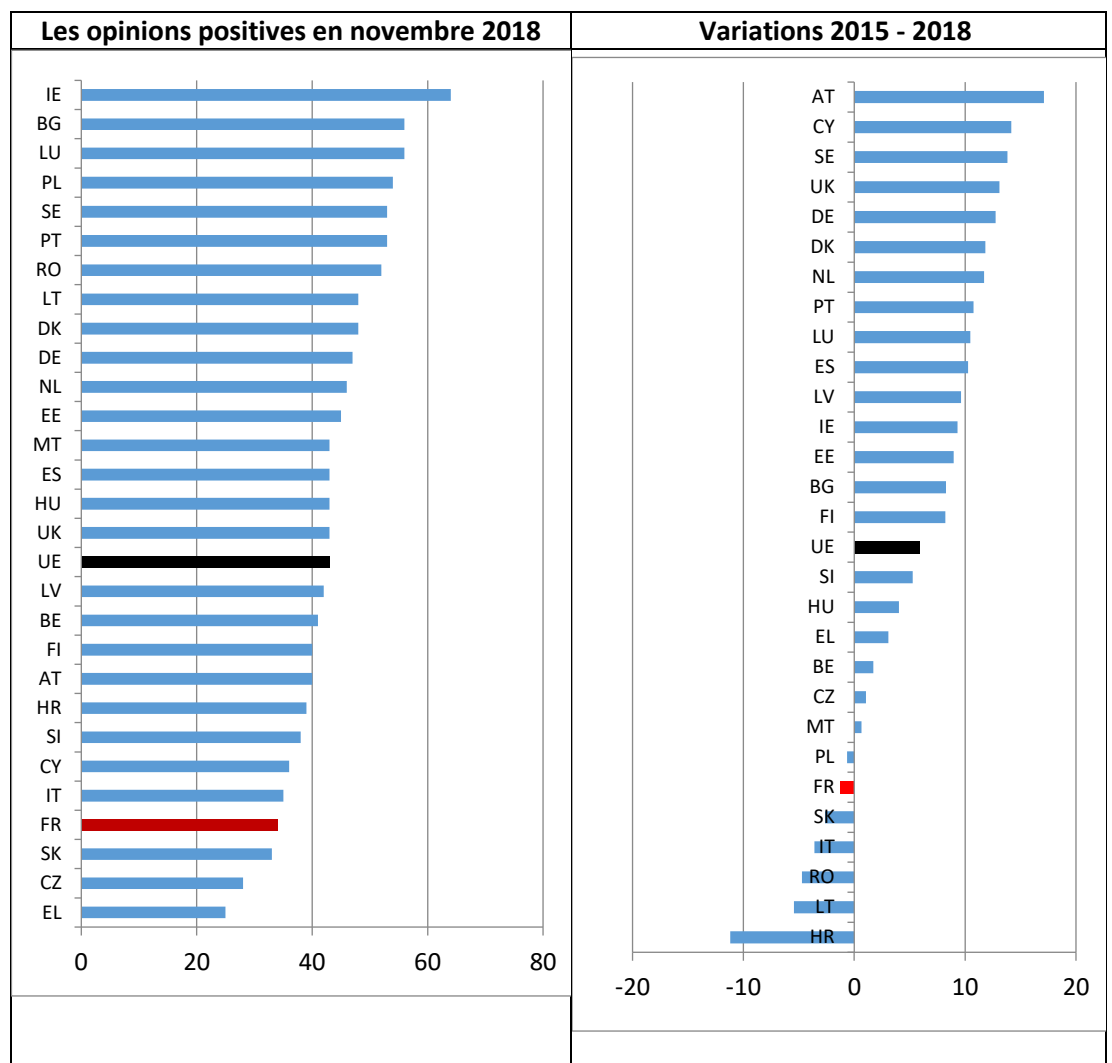
Bernard Aubry, *L'Eurobaromètre, un outil au service de la construction européenne*. Annuaire français de relations internationales (AFRI) 2015, volume XVI, Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas - <http://www.afri-ct.org/article/l-eurobarometre-un-outil-au/>

Par ailleurs depuis 2000, la fondation Fondapol propose chaque année, sous la direction de Dominique Reynié, un ouvrage intitulé *L'opinion européenne*. Dernière édition 2017.

Quatre annexes

- 1 – Les opinions positives et très positives sur l'Union européenne
- 2 - L'opinion sur les immigrés : trois points de vue
- 3 – A propos de l'Union européenne : l'avis des nationaux sur leurs médias
- 4 – Comparaison des pays selon les six indicateurs utilisés : la participation aux élections de 2014, la population en 2018, le PIB, l'indicateur de fécondité, le chômage en 2012 et 2017, les demandeurs d'asile (moyenne 2014-2017) pour 1000 habitants

Annexe 1 – Les opinions positives et très positives sur l’Union européenne
(Question D78)



Annexe 2 – L’opinion sur les immigrés : trois points de vue

La question sur la perception de l’immigration conduit à des résultats extrêmement différents selon que l’on place le problème au niveau de l’Union européenne (1^{ère} colonne), de son propre pays (2^{ème} colonne) ou du quotidien de la personne interrogée (3^{ème} colonne). C’est l’objet du tableau qui suit de mettre en évidence la distance parfois très grande qui sépare les réponses aux trois questions.

En 2018 deux pays n’ont pas mis en tête l’immigration : - le Portugal (35% ont cité le terrorisme) et la Suède (46% le changement climatique).

Les pays sont classés selon l’importance attribuée à l’immigration au niveau de l’Union européenne (colonne 1 (question QA5). La colonne 2 (QA3) correspond au pays dont le répondant est le ressortissant, la colonne 3 (QA4) correspond au répondant lui-même.

L’opinion sur l’immigration selon trois points de vue

pays	1 (UE)	2 (pays)	3 (perso)
EE	65	12	2
MT	61	50	15
CZ	58	16	5
SI	58	24	3
HU	54	21	6
CY	52	12	6
BG	51	7	2
NL	49	27	4
HR	48	11	2
SK	48	9	2
DK	48	30	6
LV	47	7	1
DE	45	36	8
EL	44	22	4
PL	43	9	3

pays	1 (UE)	2 (pays)	3 (perso)
LT	42	11	2
BE	42	29	11
LU	41	14	4
IT	41	32	13
UE	40	21	6
FI	38	15	3
ES	38	19	4
SE	38	20	8
AT	38	26	10
FR	33	15	3
IE	32	5	3
PT	30	3	1
UK	31	14	6
RO	25	5	3

Annexe 3 – L’avis des nationaux sur leurs médias

Les deux tableaux qui suivent donnent certains résultats relatifs à ces deux questions, pour chaque média. On donne systématiquement les moyennes pour l’Union européenne et la France. Le plus souvent la France se situe en marge du classement. Quand elle n’est pas la dernière, on indique les pays qui la suivent.

Les médias...

	<i>... parlent trop peu de l’UE</i>					
	2018 (QE7)			2013 (QE10)		
	U E	France	autres	UE	France	autres
TV	22	41		28	47	
Radio	22	35		27	41	
Presse écrite	16	25	SE : 34	19	29	SE: 34 – HR :30
Internet	13	22	SE : 23	12	23	

	<i>... parlent de l’UE de façon trop négative</i>					
	2018 (QE8)			2013 (QE11)		
	UE	France	autres	UE	France	autres
TV	14	21	UK : 28 – HU : 25	15	27	EL : 27
Radio	10	14	UK : 22 -HU 19	10	20	
Presse écrite	12	13	UK : 32-HU :17	14	18	UK:30- SE :24- NL :18
Internet	12	17	UK :22	8	14	

Mode de lecture : Presse écrite

partie haute du tableau : en 2018, 25% de personnes interrogées considèrent que les journaux ne parlent pas assez de l’UE (+9 points par rapport à l’ensemble des Européens). Les Suédois sont 34% dans ce cas. Par rapport à l’enquête de 2013, on observe sur ce plan un léger mieux (29% pour la France).

partie basse : le jugement (négatif) des Français est proche de celui de la moyenne (+ 1 point), à la différence de celui porté par les Anglais sur leurs journaux (32%, soit un écart de 19 points). Par rapport à 2013, l’écart entre France et l’UE s’est nettement réduit (de 4 points, l’écart est passé à seulement 1 point).

Annexe 4 – Sélection d'indicateurs

var : variations 2012-2017

pays		popul.	PIB		fécondité		chômage		élect.	asile
groupe	code	2018	2017	var	2017	var	2017	var	2014	14-17
0	DE	82,9	135,6	1,9	1,6	0,2	3,8	-1,6	48,1	20,0
0	FR	67,2	117,2	-5,1	1,9	-0,1	9,4	0,0	42,4	4,8
0	UE	512,7	100,0	0,0	1,6	0,0	7,6	-2,8	42,6	7,7
1	EL	10,7	57,3	-14,7	1,4	0,0	21,5	-3,0	59,9	12,3
1	IT	60,5	97,5	-6,1	1,3	-0,1	11,2	0,5	57,2	6,6
1	RU	66,2	121,1	-4,9	1,7	-0,2	4,4	-3,5	35,6	2,2
2	AT	8,8	143,8	-2,0	1,5	0,1	5,5	0,6	45,3	20,9
2	HR	4,1	40,6	1,5	1,4	-0,1	11,2	-4,8	25,2	0,9
2	HU	9,8	43,3	11,3	1,5	0,2	4,2	-6,8	28,9	25,8
3	BE	11,4	132,3	-2,6	1,7	-0,2	7,1	-0,5	89,6	9,2
3	LU	0,6	317,0	-1,6	1,4	-0,2	5,5	0,4	85,5	14,0
3	NL	17,2	147,2	-2,7	1,6	-0,1	4,9	-0,9	37,3	6,4
4	ES	46,7	85,7	-0,7	1,3	0,0	17,2	-7,6	43,8	1,6
4	PT	10,3	64,7	4,0	1,4	0,1	9,0	-6,8	33,6	0,4
5	DK	5,8	173,7	-1,8	1,8	0,0	5,7	-1,8	56,3	7,8
5	FI	5,5	139,0	-3,0	1,5	-0,3	8,6	0,9	39,1	8,5
5	SE	10,1	161,7	-6,4	1,8	-0,1	6,7	-1,3	51,0	29,9
6	BG	7,1	25,0	12,1	1,6	0,1	6,2	-6,1	35,8	7,7
6	PL	38,0	41,6	6,1	1,5	0,2	4,9	-5,2	23,8	1,0
6	RO	19,5	32,7	26,7	1,7	0,2	4,9	-1,9	32,4	0,5
7	CZ	10,6	61,9	3,9	1,7	0,2	2,9	-4,1	18,2	0,5
7	SI	2,1	71,2	4,6	1,6	0,0	6,6	-2,3	24,5	1,7
7	SK	5,4	53,4	2,3	1,5	0,2	8,1	-5,9	13,0	0,2
8	EE	1,3	61,4	17,0	1,6	0,0	5,8	-4,2	26,4	0,6
8	LT	2,8	51,1	18,0	1,6	0,0	7,1	-6,3	37,2	0,6
8	LV	1,9	47,7	13,3	1,7	0,3	8,7	-6,3	30,6	0,7
9	CY	0,9	77,9	-11,1	1,3	-0,1	11,1	-0,8	43,9	13,5
9	IE	4,8	209,6	41,7	1,8	-0,2	6,7	-8,8	52,4	2,1
9	MT	0,5	82,5	24,6	1,3	-0,2	4,0	-2,2	74,8	15,1